

L'opposition au régime de Bachar al Assad à l'étranger

« Plus le temps passe sans que la communauté internationale n'intervienne, plus la Syrie est proche de la guerre civile. Le problème est qu'elle n'est pas encore prête à s'engager comme elle l'a fait avec la Libye ».

ENTRETIEN avec **RADWAN ZIADEH** par Jordi Bertran

Radwan Ziadeh, membre éminent de l'opposition syrienne à l'étranger, ne dort pas très bien depuis fort longtemps. À un agenda rempli de voyages et de rencontres diplomatiques qui a anéanti sa vie de famille, s'ajoute l'angoisse de la disparition, en Syrie, d'un de ses frères et de trois autres de ses proches. **AFKAR/IDEES** l'a rencontré le 9 novembre à Barcelone, tout juste de retour du Caire, où il était allé demander au secrétaire général de la Ligue arabe d'intensifier la pression diplomatique sur Bachar al Assad. Sa requête arrivait une semaine après que le régime syrien eut accepté le plan de cette organisation, consistant à mettre fin aux attaques contre les civils, libérer les prisonniers politiques et accepter une mission d'observateurs. Or, Damas n'a respecté aucune de ces trois conditions, et depuis lors, la violence n'a cessé d'augmenter, tout comme la pression internationale sur le régime. La Ligue arabe a notamment fini par chasser la Syrie de l'organisation, le 12 novembre. En grande partie, une situation très similaire à celle que Ziadeh, responsable des relations internationales du Conseil national syrien, décrivait dans cet entretien.

AFKAR/IDEES : *Quel peut être l'effet de l'intervention de la Ligue arabe ?*

RADWAN ZIADEH : C'est une victoire pour les manifestants, que le régime avait jusqu'à présent présentée comme une révolte minoritaire qu'il ne tar-

derait pas à étouffer. En revanche, les protestations persistent. Bachar al Assad a compris que la solution militaire n'a pas atteint son objectif, et c'est pour cela qu'il a accepté le plan de la Ligue arabe. Mais à ce stade, il ne peut plus freiner les forces de sécurité ; il sait qu'il a perdu toute légitimité après les plus de 4 000 morts et 30 000 détenus, et s'il met aujourd'hui fin à la répression, il y aura six à sept millions de personnes dans les rues. Nous connaissons bien les Assad depuis les années soixante-dix : leur instinct leur dicte de poursuivre les massacres. Le régime a même suspendu la ligue de football pour que les stades servent de centres de détention à Latakia, à Deraa et dans d'autres villes. Mon frère, mon oncle et deux cousins, l'un d'eux âgé de seulement 15 ans, sont actuellement détenus dans l'un d'eux.

A/I : *Vous avez des nouvelles d'eux ?*

R.Z. : La seule chose que je sais est que mon frère a été arrêté dans le garage d'un aéroport militaire. Je sais qu'à tout moment, il est possible qu'on nous livre son corps sans vie. C'est un cauchemar que vivent de nombreuses familles syriennes, et qui se produit tous les jours. C'est ce qui est arrivé à mon ami Ghiyath Matar, de 26 ans, l'un des leaders de l'opposition pacifiste. Il a été arrêté le 6 septembre. Trois jours plus tard, après avoir expliqué à sa mère au téléphone les tortures qu'ils lui faisaient subir, ses ravisseurs lui ont ramené son corps. Ce sont les milices

d'Al Assad, les shabiha, composées exclusivement d'Alaouites, qui perpétuent ces horribles crimes pour terroriser la population.

A/I : *Pensez-vous que la terreur réussira à mettre fin à la mobilisation populaire ?*

R.Z. : Non, parce que les protestations vont continuer. Et bien qu'il y ait moins de monde, elles sont bien plus puissantes, en raison du prix élevé que doivent payer les manifestants. Pour cela, les réseaux sociaux sont si importants, car ils démontrent que les protestations continuent et que le régime poursuit sa répression. Et ils évitent ainsi la politique de négation du régime, qui attaque même des médias comme Al Jazira pour utiliser les images des activistes.

A/I : *Néanmoins, s'il n'y a pas un suivi massif, il est possible que les manifestants perdent haleine.*

R.Z. : Il ne s'agit pas du nombre de manifestants : la Révolution française a été faite par un très faible pourcentage de Français ; et les activistes pro-démocratie de la transition espagnole n'étaient pas non plus majoritaires. De fait, nous aimerions suivre le modèle de transition démocratique de l'Espagne, que nous connaissons bien, mais Al Assad n'a jamais accepté de négocier ni de permettre la pluralité ou les différends politiques.

La Syrie n'a pas de pétrole, mais elle jouit d'une grande importance géostratégique

A/I : *Vous avez activement participé au Printemps de Damas de l'année 2000, une période de débat intense laissant entrevoir un espoir d'ouverture du régime après la mort de Hafez al Assad et les promesses de réforme de son fils. Pensiez-vous alors que les choses allaient changer ?*

R.Z. : En réalité, nous n'avions pas beaucoup d'espoir. Nous pensions qu'il y avait une opportunité pour reconduire un certain nombre de choses, mais ce fut impossible. Les interdictions de déplacement et les détentions ont très vite commencé. Lorsque j'ai publié le livre *Decision Making and Foreign Policy in Syria*, on m'a conduit au commissariat où l'on m'a informé que c'était la dernière fois que je venais en simple visiteur. Après en avoir parlé avec ma famille, en octobre 2007, j'ai accepté une bourse de recherche aux USA. Depuis, je n'ai pas pu revenir voir ma famille, qui n'a pas non plus le droit d'abandonner le pays.

A/I : *Avec ces milliers de victimes, pourquoi pensez-vous que la communauté internationale n'intervient pas plus directement ?*

R.Z. : En Libye, la communauté est intervenue 11 jours après le début des manifestations, avec la résolution 1970 qui adoptait des sanctions contre Kadhafi et autorisait les enquêtes pour crimes contre l'humanité. Après huit mois de protestations, il est honteux de voir que la Syrie ne fait l'objet que de simples déclarations de condamnation. Cela est, en partie, dû au soutien du régime par la Chine et la Russie, et à la faible détermination des USA et de l'Europe, mais je suis convaincu

que, plus le temps passe sans que la communauté internationale intervienne en Syrie, plus nous nous trouvons aux portes d'une guerre civile. Les protestations ne vont pas s'arrêter, pas plus que l'escalade de la violence.

A/I : *Peut-être ne voit-elle aucun intérêt économique susceptible de la convaincre.*

R.Z. : C'est là l'une des raisons. Nous n'avons pas de pétrole, mais nous jouissons d'une grande importance géostratégique. Le changement en Syrie pourrait entraîner des changements en Irak, au Liban, en Palestine, en Israël... L'une des spécialités du régime syrien est en effet de créer, à son profit, des problèmes dans son voisinage. Sans ce régime, nous nous occuperions de nos problèmes domestiques et du maintien de nos bonnes relations avec nos voisins. Même avec Israël, s'il acceptait l'Initiative arabe de 2004 et se retirait du plateau du Golan, nous parviendrions à un accord de paix. Si l'Iran et les USA ont un quelconque intérêt pour la stabilité au Liban, il leur faudra admettre qu'il faut changer le régime d'Al Assad.

A/I : *Qu'attendez-vous de l'Union européenne ?*

R.Z. : La complicité de la communauté internationale et de l'UE avec certains des autocrates qui ont aujourd'hui été renversés, y compris quelqu'un d'aussi sauvage que Kadhafi – responsable de la mort de 50 000 personnes dans son pays – ne nous engage pas à être très confiants. De fait, ces mêmes pays signaient, encore récemment, des accords avec Kadhafi pour le pé-

trole ou des statuts avancés de coopération avec la Tunisie, alors que les droits de l'homme étaient bafoués. Pour cela, nous ne faisons pas très confiance à l'UE, qui doit changer rapidement ses politiques et comprendre que si elle craint tellement les migrations massives, elle sera bien plus en sécurité si les pays de la Méditerranée possèdent un État de droit et utilisent leurs ressources pour garantir les droits et donner des opportunités à leurs citoyens.

A/I : *La Turquie pourrait jouer un rôle important.*

R.Z. : La Turquie a averti deux fois Al Assad qu'il doit mettre fin à la violence, mais celui-ci nie déjà la réalité. Nous avons demandé à la Turquie d'adopter des mesures plus importantes et de coordonner ses actions avec les Américains et les Iraniens. L'une de nos requêtes consiste à créer une zone d'exclusion aérienne à la frontière avec la Turquie, où peuvent se réfugier les membres qui désertent l'armée (nous croyons que plus de 20 % l'ont déjà fait) pour s'organiser. Surtout parce qu'ils sont poursuivis et abattus, en particulier par l'aviation et la quatrième division des forces de sécurité, dirigées par Maher al Assad, le frère du président.

A/I : *Il semble que nous nous orientons vers une voie sans issue où le seul avenir est la confrontation.*

R.Z. : En réalité, je ne sais vraiment pas ce qu'attend la communauté internationale. Il est vrai que notre position stratégique dans la région devient un problème, puisque pour interve-

Après la chute d'Al Assad nous devons faire face à un processus de réconciliation difficile



Radwan Ziadeh lors de sa visite à l'Institut européen de la Méditerranée (IEMed). / IEMED.

nir, il est nécessaire de garantir une certaine stabilité aux Libanais, aux Israéliens, aux Iraquiens... Pour cela, Al Assad fait planer de façon réitérée la menace d'un nouvel Afghanistan. Mais je pense que nous ne pouvons pas attendre davantage. La Ligue arabe lui a donné deux semaines pour mettre fin aux massacres. Or pendant ce temps, il y a eu 351 victimes mortelles supplémentaires de la répression, auxquelles la manifestation de vendredi dernier rendait hommage dans le cadre d'une journée dite des « Martyrs de l'attente arabe ».

A/I : *Vous avez l'assurance que le régime s'effondrera. Que fera le CNS après le départ d'Al Assad ?*

R.Z. : Nous allons tenter d'organiser un État civil démocratique. Nous autres Syriens jouissons d'une longue

tradition, dans les années quarante et cinquante, d'institutions démocratiques. Cela nous servira de fondement pour la création d'une démocratie garantissant les droits des minorités, le respect du pluralisme politique, la dignité des droits de l'homme, et notamment de la femme, qui joue un rôle fondamental dans la société syrienne. Il convient de rappeler qu'en 1952, la Syrie fut l'un des premiers pays à octroyer le droit de vote aux femmes. C'est à tout cela que s'engage le CNS : à protéger tous les droits des minorités chrétiennes, druzes et autres, y compris les Alaouites.

A/I : *Mais après tant de morts, cette transition ne sera sûrement pas facile.*

R.Z. : Nous devons faire face à un processus de réconciliation difficile. Nous avons appris la leçon des pays

d'Amérique latine et de l'Afrique du Sud. Pour le moment, il n'y a pas eu d'affrontements entre communautés, et nous n'avons aucune connaissance d'assassinats de membres de la communauté alaouite. Toutefois le régime déploie tous ses efforts pour envenimer les relations ethno-religieuses du pays, même si cela ne fait que mettre en évidence sa position de groupe minoritaire dans le cas où il perdrait le contrôle de la situation et il se produirait une guerre civile. En tant que Syriens, nous en sommes conscients. Notre Conseil national syrien compte sur une représentation de tous les groupes ethniques afin d'éviter de commettre l'erreur de l'Irak, dont le gouvernement a été constitué sur une base sectaire. C'est ce qui explique qu'il y ait davantage de représentants kurdes que ceux qui existent proportionnellement dans la société.

Le Conseil national syrien protégera toutes les minorités : les Chrétiens, les Druzes, et même les Alaouites

A/I : *Le CNS souffre les critiques de l'opposition interne du pays.*

R.Z. : S'il y a eu une quelconque critique, c'est en raison des grandes attentes que déposent les opposants dans le pays, dans ce que nous pouvons faire depuis l'étranger. Lorsqu'ils revendiquent l'établissement d'une zone d'exclusion aérienne, ils pensent qu'avec notre soutien, celle-ci deviendra réalité en quelques jours et que l'OTAN bombardera le pays. Ils ont de grandes attentes, et lorsque les choses n'avancent pas, les critiques apparaissent. Mais, je le répète, le problème est que la communauté internationale n'est pas encore disposée à s'engager comme elle l'a fait avec la Libye.

A/I : *Essayez-vous d'ouvrir un nouveau front dans la Ligue arabe ?*

R.Z. : Nous nous focalisons désormais sur la Ligue arabe, parce que nous devons faire en sorte qu'elle adopte des actions plus sévères. Nous sommes conscients que les Chinois et les Russes soutiennent les initiatives arabes, c'est pourquoi il leur sera ensuite plus difficile d'exercer leur veto au Conseil de sécurité des Nations unies. Pour cela, je me suis rendu ces jours derniers au Caire pour tenter de convaincre les ambassadeurs arabes, tandis que les représentants du régime insistaient sur la version officielle de l'existence de groupes armés qui menacent l'État. Mais plus personne ne croit rien à cela : ce que fait le régime, c'est tuer des manifestants. Les Syriens parlent déjà de la situation actuelle dans le pays comme de l'occupation de Bachar al Assad.

A/I : *Comment pensez-vous aborder le fait de ne pas compter sur la légitimation des urnes ?*

R.Z. : Aucun membre élu du CNS ne va occuper de poste officiel un ou deux ans après la chute d'Assad. Nous voulons donner l'opportunité aux citoyens qui auront lutté dans le pays de contribuer à la construction d'un nouvel État. Si moi, qui ne suis qu'un activiste des droits de l'homme, je me suis impliqué, c'est parce qu'en Syrie, à la différence de pays comme la Libye ou le Yémen, aucun ambassadeur ou responsable officiel n'est passé dans l'opposition. Tous alaouites, ils sont tous restés fidèles au régime. La plupart des membres du CNS, comme moi, proviennent du monde académique et n'ont aucune formation politique ni diplomatique – et c'est peut-être pourquoi nous commettons encore parfois des erreurs. D'autre part, lorsque vous savez qu'il y a 23 millions de personnes qui attendent les résultats de votre travail, vous sentez une lourde responsabilité sur vos épaules.

A/I : *Avec votre situation familiale, vous êtes personnellement en train de payer un lourd tribut.*

R.Z. : Au mois d'octobre, je n'ai passé que 12 heures chez moi : j'ai dû voyager et rencontrer des représentants des pays membres du Conseil de sécurité des Nations unies pour les convaincre d'accorder une résolution contre le régime. Et tant que nous n'y parviendrons pas, il nous faudra supporter tous types de pressions. Hier, les forces de sécurité syriennes ont publié sur Internet une photo de chez moi en Syrie en disant

que c'était la maison du traître Radwan Ziadeh. Sur la porte de mon appartement à Washington, ils ont écrit « Down America, no NATO ». Mon épouse y était. Ce genre de choses vous produit une grande inquiétude, et à chaque instant, vous vous attendez à ce qu'on vous informe de l'enlèvement d'un membre de votre famille. Et le fait de recevoir des menaces tous les jours, par e-mail ou à travers Facebook, a beau être habituel, ça n'en est pas pour autant moins dur. Vous savez qu'il y a des agents du régime partout, ce n'est pas un hasard s'ils ont arrêté des espions syriens à Washington et à Londres, entre autres pays.

A/I : *Cependant, vous pensez que tous ces efforts valent la peine.*

R.Z. : Nous luttons contre quelque chose que d'autres pays ont déjà vécu, comme les pays de l'Est de l'Europe sous les régimes de l'orbite soviétique, ou plus récemment la Tunisie. Et nous utilisons plusieurs slogans qui se proclamaient en Tunisie sur la dignité, certains du poète Abou al Qassim al Shabbi : « Si le peuple s'impose, le destin sera de son côté ». Ces mots, entre autres, ont été utilisés en Tunisie, en Égypte, au Yémen, en Libye et en Syrie. En réalité, nous luttons contre les mêmes structures de pouvoir, qui ont toujours le soutien fondamental des forces de sécurité. Avant la chute de Ben Ali, nous voyions le monde arabe comme une terre de corruption et de prisonniers politiques, où rien ne changeait. Aujourd'hui, ses habitants ont l'espoir du changement et croient que tout est possible. ■